

# Grève au lycée Robert Doisneau de Vaulx-en-Velin

**Ne laissons pas la  
situation se dégrader  
Plus de moyens pour  
Doisneau**

*Communiqué de presse du PCF de Vaulx-en-Velin*



Après une première mobilisation en janvier, les enseignants du lycée Doisneau de Vaulx-en-Velin se sont de nouveau mobilisés afin de réclamer des moyens supplémentaires pour la rentrée prochaine.

**Plus de moyens de vie scolaire pour éviter les sur-effectifs dans les classes.**

Le nombre d'élèves dans ce lycée est en croissance constante (200 de plus depuis quatre ans) mais les moyens humains et financiers alloués ne suivent pas le mouvement (5% en plus en dotation horaire). Résultat, les effectifs du lycée Robert Doisneau devraient atteindre les 35 élèves par classe, à la rentrée prochaine.

**Une situation intolérable pour les enseignants, les personnels et les élèves.**

Le Ministère de l'Éducation nationale, le Rectorat de Lyon et la Région Auvergne-Rhône-Alpes doivent agir pour permettre de trouver une réponse à la hauteur des enjeux. Vaulx-en-Velin a besoin de moyens, notamment dans l'Éducation.

Les communistes de Vaulx-en-Velin soutiennent le mouvement des enseignants et nous soutenons le mouvement de grève prévu jeudi 16 mars. Un rassemblement est prévu, à partir de 9h, devant le lycée, puis devant le Rectorat de Lyon.

Nous serons présent avec **Paul BOGHOSSIAN**, candidat à l'élection législative pour la 7ème circonscription du Rhône (qui inclut Vaulx-en-Velin) et **Raphaël DEBU**, Conseiller Régional PCF et Secrétaire Fédéral du Parti communiste français pour le Rhône.

Fait à Vaulx-en-Velin,  
le mardi 14 mars 2017

**Nicolas Maury**  
Secrétaire de la section  
PCF de Vaulx-en-Velin

06.29.58.85.88  
[contact@pcfvaux.fr](mailto:contact@pcfvaux.fr)

*2017, L'humain d'abord !*

**PCF**  
Parti communiste français

MEMBRE DU



**FRONT  
DE GAUCHE**

*En 2017, les communistes s'engagent pour une  
France en Commun qui place l'Humain d'abord.*

Au nom de la rentabilité, les logiques libérales sacrifient notre avenir : une école de plus en plus inégalitaire laisse une partie de la jeunesse du pays sur le bord du chemin ; un chômage de masse durable empêche une partie croissante de la population de contribuer à la richesse du pays ; la recherche et la création sont corsetées par le manque de moyens et l'absence de vision d'avenir. Il faut en finir avec ce gâchis et donner un avenir à la France.

Dans une société où les connaissances, la créativité, jouent un rôle de plus en plus important, où les nouvelles technologies transforment le travail, nous avons besoin d'élever le niveau de formation et de qualification dans toute la société. Cela passe par la transformation de l'éducation, pour construire l'école de l'égalité ; par la libération de la recherche et de la création, aujourd'hui entravées par les logiques de rentabilité, pour qu'elles puissent inventer des réponses nouvelles aux défis de l'avenir ; par la création d'une sécurité d'emploi et de formation permettant d'en finir avec le chômage et de garantir à tous les salarié-e-s le droit de se former et d'évoluer dans des parcours choisis.

Dans l'école comme au travail, dans les politiques culturelles, associatives, sportives, la promotion d'une culture commune de haut niveau fondée sur le partage doit permettre à chacun-e de maîtriser sa vie : son travail, ses loisirs, les choix qui engagent son entreprise, son pays et le monde.

### **Construire l'école de l'égalité**

- Porter le budget de l'éducation nationale à 7 % du PIB.
- Pour enseigner des savoirs plus complexes à plus d'enfants, il faut du temps : droit à l'école dès 2 ans pour les familles qui le souhaitent ; allongement de la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans ; rétablissement de la demi-journée d'école supprimée en primaire ; allongement du temps scolaire pour que toute l'école puisse se faire à l'école.
- Faire le bilan des réformes libérales engagées par les précédents gouvernements ; sortir de l'impasse des rythmes scolaires en repensant les temps éducatifs et les parcours pédagogiques et en créant un service public national déconcentré du loisir éducatif ; instauration de mesures immédiates d'accompagnement des nouveaux programmes en primaire et au collège ; suppression de la réforme actuelle du collège et ouverture d'une concertation pour la démocratisation de la réussite au collège.
- Des personnels formés, partout : revalorisation des salaires et des métiers de l'Éducation nationale ; plan pluriannuel de création de postes ; création d'un dispositif de prérecrutement des enseignant-e-s sous statut de la fonction publique, relance de leur formation initiale et continue.
- Rétablissement d'une carte scolaire contraignante et démocratiquement construite, sectorisation de l'enseignement privé, suppression de l'obligation faite aux collectivités locales de le subventionner et intégration progressive de l'enseignement privé sous contrat au service public de l'Éducation nationale ; construction d'une carte nationale des formations publiques ; création d'un observatoire national paritaire des inégalités.
- Création d'un observatoire national des programmes composé d'acteurs-trices de l'éducation, d'élu-e-s et de citoyen-ne-s et chargé de faire évoluer les programmes en fonction des retours du terrain et de l'objectif de réussite de toutes et tous ; une même ambition pour tous les enfants : ce sont les programmes

qui définiront les contenus et les objectifs de l'enseignement pour tous ;  
introduction des cultures technologique et professionnelle dans les programmes  
scolaires dès le début de la scolarité obligatoire.